

## Revue d'histoire de l'Amérique française

### Compte rendu

Guy Lachapelle

---

Volume 47, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305258ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305258ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Lachapelle, G. (1994). Compte rendu. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, (3), 435-437. <https://doi.org/10.7202/305258ar>

GAGNON, Alain-G. et Mary Beth MONTCALM, *Québec: au-delà de la Révolution tranquille*. Montréal, vlb éditeur, 1992. 333 p. 24,95\$

L'argument central de ce livre est que les transformations économiques, sociales et politiques qu'a connues le Québec depuis le début des années soixante est essentiellement le résultat des changements qui se sont produits au sein de l'économie nord-américaine et internationale. D'une manière réductionniste, les auteurs de cet ouvrage affirment qu'on a assisté durant la Révolution tranquille (1960-1981) à une «périphérisation» de l'économie québécoise, c'est-à-dire à «une diminution de l'importance du Québec au sein du Canada et du capitalisme continental» (p. 7-8). La difficulté centrale de cette étude réside dans la définition et l'opérationnalisation des concepts de périphérisation et de marginalisation économique.

Dans le premier chapitre, les auteurs soutiennent que «les changements économiques ont en fait contribué à modifier les structures politiques» (p. 14) et ont obligé les gouvernements québécois successifs à intervenir dans l'économie. La croissance du secteur public serait l'une des conséquences directes de l'interventionnisme étatique. Plus encore, «la périphérisation économique a encouragé l'expansion du capitalisme d'État tout en donnant pleins pouvoirs à la fois à la classe moyenne de technocrates et au mouvement nationaliste» (p. 27). Mais la démonstration empirique demeure fort limitée puisqu'il n'y a aucun effort systématique pour vérifier les indicateurs choisis.

De plus, s'il y a périphérisation de l'économie québécoise, pourquoi alors présenter des données comparatives entre l'Ontario et le Québec plutôt que de comparer systématiquement la situation économique des provinces canadiennes par rapport aux états américains? Et s'il y a eu déplacement vers

le *midwest* américain de l'économie nord-américaine durant les années soixante, quelques statistiques devraient pouvoir nous indiquer que le phénomène a été pire au Québec que dans les états de la Nouvelle-Angleterre. Mais les auteurs, en choisissant délibérément des données ontariennes, une province dont la croissance économique fut plus rapide que celle du Québec et ce, pour des raisons économiques et politiques, ne pouvaient que constater la situation précaire du Québec. Conséquemment, les effets pervers du système économique canadien sur les économies régionales et les effets du continentalisme, s'ils ont affecté les décisions politiques des gouvernements Lesage et Johnson, il aurait été intéressant de savoir comment.

Dans le second chapitre, les auteurs nous présentent une analyse sommaire de l'évolution économique du Québec depuis la Deuxième Guerre mondiale. La plupart des données économiques utilisées concernent uniquement la période des années soixante-dix et dans un seul tableau; quant au tableau sur le pourcentage du produit national brut, la comparaison va jusqu'en 1981. L'utilisation même du concept du PNB est dépassée, car depuis le milieu des années quatre-vingt on utilise le produit intérieur brut comme mesure. Pour un ouvrage publié la première fois en 1990, surtout qu'il y a eu des révisions des données historiques, on se demande pourquoi les données n'ont pas été mises à jour. On affirme par exemple qu'entre 1959 et 1968, «d'après de nombreux indicateurs économiques, le Québec présentait à ce moment plus d'affinités avec les provinces maritimes qu'avec l'Ontario» (p. 43). Mais le seul indicateur qu'on nous présente est le taux de chômage. Comme dans le premier chapitre, la démonstration empirique manque de perspicacité.

Dans les chapitres suivants, le thème de la périphérisation de l'économie sonne davantage comme un leitmotiv. Les stratégies de l'État, et en particulier les énoncés de politiques économiques des gouvernements Bourassa et Lévesque, les comportements des syndicats et du secteur privé, sont expliqués par le seul facteur de la réaction des gouvernements québécois face à la marginalisation économique. Aucun élément de stratégie politique ou sociale ni même le rôle des divers groupes de pression, et en particulier le militantisme ouvrier, ne constituent des facteurs explicatifs des changements de politiques. La création de sociétés d'État dans les années soixante demeure aussi un épiphénomène lié à la montée d'une classe technocratique face au capitalisme international.

Même les gestes du Parti québécois, en particulier durant son second mandat, et sa conversion, selon les auteurs, aux principes de l'économie de marché, ne traduisent que davantage l'affaïssement de l'économie québécoise devant les impératifs d'une économie globalisante. Les syndicats, en adoptant une attitude libre-échangiste, ont démontré leur «renoncement» face aux efforts des gouvernements du Québec pour «contrecarrer les ravages de la périphérisation de l'économie québécoise» (p. 142). Quant au secteur privé, il demeure toujours dans une situation précaire, même si les auteurs reconnaissent que le Québec Inc. a su accroître le cercle d'influence des francophones au sein de l'économie québécoise et qu'il faut y voir le résultat direct de la mondialisation de l'économie.

La périphérisation économique a eu aussi des conséquences sur le débat constitutionnel et linguistique au Canada: elle a «entraîné au Québec la revendication de champs de compétence plus étendus [et] elle a tracé la voie et mis en contexte les demandes linguistiques répétées des Québécois francophones» (p. 243). Comme on peut le noter, tout se résume autour de la «nécessité économique» à trouver des accommodements sur le plan des politiques publiques. En fait, si les auteurs avaient regardé tous les secteurs de l'économie québécoise, leur analyse aurait toujours été la même.

Mais la dernière phrase de l'ouvrage a de quoi surprendre, surtout qu'on s'interroge tout au long de l'ouvrage sur les moyens qui s'offrent à l'État québécois pour sortir de cette marginalisation économique: «Quoi qu'il puisse advenir toutefois pendant les années quatre-vingt-dix, le Québec a dépassé la Révolution tranquille et est même rendu bien au-delà.» (p. 283) Le phénomène de la périphérisation de l'économie a peut-être connu une fin, surtout que les auteurs parlent d'un nouveau dynamisme économique au Québec dans les années quatre-vingt. En fait, il faut se demander si c'est la fin de la Révolution tranquille qui a sonné le glas de la périphérisation de l'économie québécoise ou l'inverse.

Si cet ouvrage se veut un travail en économie politique, comme les auteurs se plaisent à le répéter, il faut constater que ces derniers ont une vision limitée de ce domaine de recherche en réduisant toutes les explications aux seuls facteurs économiques. L'économie politique constitue bien plus qu'une simple critique d'observations d'ordre économique; il s'agit d'un champ de recherche dont l'objet est aussi d'étudier l'impact des facteurs politiques sur les transformations sociales. À lire ce livre, on est convaincu que les auteurs ont choisi délibérément de masquer la réalité sociale en faisant une démonstration davantage idéologique que systématique. Le lecteur a presque le sentiment qu'il ne s'est rien passé au Québec depuis trente ans, et que la Révolution tranquille n'a pas eu lieu. À trop mettre l'accent uniquement sur des facteurs exogènes, les auteurs oublient que les transformations qu'a connues le Québec sont aussi d'ordre social et politique.

La difficulté majeure de cet ouvrage réside dans le fait qu'il s'agit d'un collage de plusieurs articles qui ont été publiés ailleurs (*Journal of Canadian Studies*, 1982). Malheureusement, le travail d'intégration est resté sur le métier et les données auraient dû être mises à jour. Si les lacunes de cet ouvrage sont évidentes, il faut toutefois souligner qu'il a au moins le mérite de lancer un débat autour du véritable sens à donner aux années 1960-1981, période qui aura forgé nos politiciens actuels et qui a propulsé le Québec au rang des nations modernes.